

**Arrêté interministériel n° 25/CAB/VPM/MININTERSECAC/GKM/134/2019 et CAB/MIN/FINANCES/2019/12 du 27 décembre 2019 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du ministère de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières**

*Le vice-premier ministre, ministre de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières  
et  
le ministre des finances,*

*Vu la Constitution de la République démocratique du Congo, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution du 18 février 2006, spécialement en son article 93 ;*

*Vu la loi n° 006/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, telle que modifiée et complétée à ce jour ;*

*Vu la loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances publiques ;*

*Vu la loi n° 04/002 du 15 mars 2014 portant organisation et fonctionnement des partis politiques ;*

*Vu l'ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013, portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour ;*

*Vu l'ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central ;*

*Vu l'ordonnance n°19/056 du 20 mai 2019 portant nomination d'un Premier-ministre ;*

*Vu l'ordonnance n°19/077 du 26 août 2019 portant nomination des vice-premiers ministres, des ministres d'Etat, des ministres, des ministres délégués et des vice-ministres ;*

*Vu l'ordonnance n°17/024 du 10 juillet 2017 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;*

*Vu l'ordonnance n°17/025 du 10 juillet 2017 fixant les attributions des ministères ;*

*Vu le Décret n°007/002 du 02 février 2002 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat tel que modifié et complété par le Décret n° 011/20 du 14 avril 2011 ;*

*Considérant la nécessité et l'urgence ;*

**ARRESENT**

**Art. 1**

Les taux des droits, taxes et redevances du ministère de l'intérieur et sécurité sont fixés en dollar américain, payables en franc congolais au taux officiel du jour, suivant le tableau ci-dessous :

Secrétariat général/Intérieur et Sécurité

N°	Libellé des droits, taxes et redevances	Taux en USD
1	Droits de délivrance de visa :	
	a. Visa d'établissement spécial (5 ans)	653
	b. Visa d'établissement spécial (10 ans)	700
	c. Visa d'établissement permanent	1.500
	d. Visa d'établissement ordinaire pour commerçant ou profession libérale à caractère lucratif (Médecin, avocat, ingénieur,...)	700
	e. Visa d'établissement ordinaire pour profession libérale à caractère philanthropique (Missionnaire) ;	200
	f. Visa d'établissement de travail ;	653
	g. Visa d'établissement pour mineur et étudiant ;	100
	h. Visa d'établissement pour épouse étrangère de national ;	200
	i. Visa de transit aller-simple ;	50
	j. Visa de transit aller-retour ;	100
	k. Visa de voyage un mois, une entrée ;	83
	l. Visa de voyage un mois et plusieurs entrées ;	133
	m. Visa de voyage deux mois et une entrée ;	150
	n. Visa de voyage deux mois et plusieurs entrées ;	200
	o. Visa de voyage trois mois et une entrée ;	217
	p. Visa de voyage trois mois et plusieurs entrées ;	250
	q. Visa de voyage six mois et une entrée ;	300
	r. Visa de voyage six mois et plusieurs entrées ;	400
	s. Visa de sortie avec un seul voyage	117
	t. Visa de sortie avec plusieurs voyages	183
u. Visa de sortie pour mineur ou étudiant un seul voyage	22	
v. Visa de sortie pour mineur ou étudiant plusieurs voyages ;	43	
w. Visa de sortie pour missionnaire un seul voyage ;	44	
x. Visa de sortie pour missionnaire plusieurs voyages ;	86	
y. Visa portuaire ou aéroportuaire ;	40	
z. Visa spécifique d'établissement ou de travail ;	653	
2	Droits de transport de visa d'établissement	43
3	Droits de délivrance de laissez-passer individuel	5
4	Frais de prorogation de séjour d'étranger porteur de laissez-passer d'un pays limitrophe :	
	a. 15 jours	10
	b. 30 jours	20
5	Droits de validation de prise en charge	10
6	Droits de délivrance de l'autorisation spéciale de circulation communauté économique des grands lacs (CEPGL)	10
7	Amendes transactionnelles :	
	a. Séjour irrégulier suite à l'expiration du visa ;	100 à 150 par mois d'irrégularité
	b. Défaut ou absence de visa	150 à 300 par mois d'irrégularité

06	Amendes transactionnelles pour toute violation de la législation et de la réglementation en vigueur relative : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Au port, à l'importation, à la vente ou à la fabrication d'armes ;</li> </ul>	100 à 200% des droits dus
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A l'exploitation d'une société de gardiennage</li> </ul>	100 à 200% des droits dus

### Secrétariat général/Partis politiques

N°	Actes générateurs	Taux en USD
01	Droits d'enregistrement d'un parti ou regroupement politique : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Parti politique : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dépôt dossier et enregistrement 10.000</li> <li>✓ Modification statuts 1.500</li> </ul> </li> <li>• Regroupement politique <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dépôt dossier et enregistrement 20.000</li> <li>✓ Modification convention 2.500</li> </ul> </li> </ul>	
02	Droits de dépôt de candidature aux élections : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présidentielles 100.000</li> <li>• Législatives 1.000</li> <li>• Provinciales : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Député provincial 650</li> <li>✓ Gouverneur et Vice-gouverneur 6.250</li> <li>✓ Sénateur 1.000</li> </ul> </li> <li>• Locales : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Conseiller urbain 350</li> <li>✓ Maire et maire adjoint 1.565</li> <li>✓ Conseiller municipal 200</li> <li>✓ Bourgmestre et bourgmestre adjoint 500</li> <li>✓ Conseiller de secteur ou de chefferie 100</li> <li>✓ Chef de secteur et chef de secteur adjoint 350</li> </ul> </li> </ul>	
03	Amendes transactionnelles pour toute violation de la législation et de la réglementation relative aux partis et aux regroupements politiques	100 à 200% des droits dus

#### Art. 2

Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

#### Art. 3

Le secrétaire générale à l'intérieur et sécurité et celui aux relations avec les partis politiques, ainsi que le directeur général des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.